



**PRÉFET  
DU VAL-D'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et  
interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemerrier  
5 avenue de la Palette  
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 02/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EMC2 (ex VITESCO TECHNOL.)**

14 avenue des Béguines  
BP 68532 95892 CERGY PONTOISE CDEX  
95800 Cergy

Références : 2025/0371  
Code AIOT : 0006511568

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2025 dans l'établissement EMC2 (ex VITESCO TECHNOL.) implanté 6 rue Charles de Gaulle 95520 Osny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EMC2 (ex VITESCO TECHNOL.)
- 6 rue Charles de Gaulle 95520 Osny
- Code AIOT : 0006511568
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe Emitech, comptant plus de 600 collaborateurs, est spécialisé dans les tests applicables aux équipements lors de leur qualification ou de leur homologation avant leur commercialisation. Le site d'Osny est spécialisé dans la mobilité durable et propose un accompagnement dans la conception et la validation de groupe motopropulseur.

### Thèmes de l'inspection :

- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Modifications	Code de l'environnement du 02/07/2025, article R.181-46	Demande d'action corrective	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations concernées par une rubrique	Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 3	Sans objet
3	Valeurs limites des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 4	Sans objet
4	DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS	Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 6	Sans objet
5	DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS	Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 6	Sans objet
6	DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS	Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 6	Sans objet
7	DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS	Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 6	Sans objet
8	DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS	Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 6	Sans objet
9	DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS	Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 7	Sans objet
10	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.e de l'annexe I	Sans objet
11	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.a de l'annexe I	Sans objet
12	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.V	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il peut être retenu que l'exploitant a réorienté son activité et modifié son installation, ce qui modifie les dangers et inconvénients tels qu'ils avaient été encadrés par l'arrêté préfectoral du site. Il est demandé à l'exploitant de porter à connaissance du préfet les modifications apportées, ainsi que leurs impacts potentiels sur les intérêts protégés par l'article L.511 du code de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 3

**Thème(s) :** Situation administrative, Classement

**Prescription contrôlée :**

Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2931	-	A	Ateliers d'essais sur banc de moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion	Banc moteur n° 1 de 130 kW Banc moteur n° 2 de 130 kW Banc moteur n° 3 de 230 kW Banc à rouleaux : 186 kW Banc de la chambre climatique : 60 kW  P = 736 kW	P : puissance totale	P > 150 kW	736 kW
2921	b	DC	Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle	Tours à circuit ouvert (échangeurs à plaque éloignés de la TAR) d'une puissance thermique maximale évacuée de 1000 kW x 2 tours	P : puissance thermique évacuée maximale	P < 3 000 kW	2 000 kW

A : autorisation ; D : déclaration ; C : sous au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement  
Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation. »

### Constats :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de présenter les justificatifs permettant de démontrer la conformité à la situation autorisée décrite dans la prescription ci-dessus.

<p>Concernant les activités relevant de la rubrique 2931, l'exploitant indique avoir depuis la reprise du site en 2021 engagé des modifications des bancs d'essai de manière à se spécialiser dans la mobilité électrique, et notamment les tests sur des batteries. L'exploitant décrit les systèmes de noyage mis en œuvre pour les batteries testées.</p> <p>Environ trois tonnes de batteries sont présentes sur site, ce qui est très inférieur au seuil de classement de la rubrique 1510.</p> <p>Sur les 5 bancs décrits ci-dessus, seul le bon à rouleau est encore d'actualité.</p> <p>La puissance installée étant inférieure à la puissance déclarée, l'exploitant n'est pas en conformité par rapport à la situation autorisée. Le point de contrôle numéro 2 traite de la gestion de la modification .</p> <p>Concernant les activités relevant de la rubrique 2921, l'exploitant présente un rapport établi par l'APAVE en date du 22 octobre 2024, démontrant que la situation réelle correspond bien à la situation déclarée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Modifications

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/07/2025, article R.181-46</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déclaration des modifications</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est constaté (point de contrôle n°1) que l'exploitant a modifié la nature de son activité. Il lui est demandé d'adresser un rapport à la connaissance au préfet faisant état de ces modifications, ainsi que des mesures de gestion des risques mises en œuvre pour accompagner celles-ci.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

## N° 3 : Valeurs limites des rejets atmosphériques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

### Valeurs limites en concentration des rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations visées à l'article 3.2.2 doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure, en période stabilisée.

Les rejets atmosphériques issus des bancs d'essais moteurs respectent les concentrations maximales suivantes :

Polluants	Valeurs limites d'émission en sortie de chaque conduit 1 à 5 (mg/Nm <sup>3</sup> )
Poussières	40
*SO <sub>2</sub>	300
NO <sub>x</sub>	225
COVNM	110
CO	250

\*A mesurer si le combustible utilisé a une teneur en soufre susceptible de dépasser 0,2 % en masse

L'exploitant fait procéder à un contrôle du respect des valeurs limites d'émission et des vitesses d'éjection des gaz tous les 2 ans par un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'environnement, en sortie des cheminées 1 à 5. Les résultats de ce contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Constats :**

Comme évoqué dans le point de contrôle n° 1, les bancs d'essai décrits dans l'arrêté préfectoral ne correspondent plus à la réalité du site. Les trois bancs d'essai ayant fait l'objet de mesures sont ceux qui n'étaient pas démantelés à la date de réalisation du rapport de mesures de rejets atmosphériques.

Ce rapport a été réalisé par la société APAVE en date du 07 février 2023, et référencé 22507LSO2268200LR01-.

A ce jour, seul le banc à rouleau justifierait de la réalisation de mesure de rejets atmosphériques.

Le rapport de mesures de rejets atmosphériques évoqué ci-dessus permet d'établir la conformité à l'ensemble des VLE visées dans la prescription ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **N° 4 : DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Systèmes de surveillance, détection et extinction – CO et hydrocarbures

#### **Prescription contrôlée :**

Les bancs d'essais moteurs sont équipés de détecteur de monoxyde de carbone (CO) et d'hydrocarbures, permettant la détection d'un risque d'explosion ou d'intoxication au CO suivant le processus suivant : • alarme sonore et visuelle ; • arrêt du banc ; • coupure de l'alimentation



électrique ; • coupure de l'alimentation en carburant ; • mise en route de la ventilation.
<b>Constats :</b>  Lors du tour de site, il est constaté que malgré le changement d'usage des banques d'exploitant a conservé les différents moyens de surveillance et de détection prévus par son arrêté préfectoral. L'exploitant a ainsi été en mesure de désigner dans chaque atelier les éléments de détection, de coupure et de désenfumage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des détecteurs et entretien
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Leur situation est repérée sur un plan. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant est en mesure de fournir la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalité, associés à un plan. L'exploitant présente des rapports établis par la société Scutum datés du 3 avril 2024 et 2 octobre 2024, ce qui permet d'établir la conformité à la fréquence spécifiée ci-dessus. Ces rapports concluent au bon fonctionnement des détecteurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sprinklage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le système d'extinction automatique d'incendie (sprinklage) est conçu, installé dans l'ensemble du bâtiment et entretenu régulièrement, conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux risques.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente le dernier rapport relatif au système d'extinction automatique d'incendie,

établi par la société ACSI en date du 24 juin 2024.

Ce rapport conclut que le système d'extinction automatique d'incendie est en ordre de marche. Il est ainsi conclu à la conformité à la prescription ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mousse

**Prescription contrôlée :**

Le système de sprinklage est couplé à un dispositif mousse pour la partie stockage et distribution de carburant située au sous-sol.

**Constats :**

Compte tenu des modifications apportées au site, l'exploitant indique ne plus avoir besoin fonctionnellement de stockage de carburant et avoir démantelé sa citerne de carburant. L'exploitant indique avoir en conséquence débranché le dispositif mousse. Compte tenu du retrait de la capacité de stockage de carburant, il n'est pas retenu de non conformité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Alarme

**Prescription contrôlée :**

Chaque bâtiment est équipé de moyens d'alarme sonore à déclenchement manuel [...].

**Constats :**

Lors du tour du site, il est constaté la présence de "boutons poussoirs" clairement identifiés, servant au déclenchement manuel de l'alarme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements

**Prescription contrôlée :**

Vérification périodique et maintenance des équipements L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de surveillance, de détection et d'extinction, portes coupe-feu,



extincteurs) ainsi que les installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. »

**Constats :**

L'exploitant présente son registre de sécurité dans lequel est consigné l'ensemble des vérifications périodiques et de maintenance des différents matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie. L'inspection des installation classée fait remarquer qu'il n'existe pas de suivi systématique des actions correctives mises en place suite à ces opérations de vérification et de maintenance. Par mail du 23 juin 2025, l'exploitant transmet le fichier de suivi, mis en place consécutivement à l'inspection.

Ces fichiers de suivi fait état du pilote de l'action, de l'échéance de résolution, et de la date de clôture effective.

Il est ainsi conclu à la conformité à la prescription ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Consignes d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.e de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Transmission GIDAF

**Prescription contrôlée :**

Les résultats d'analyses de concentration en *Legionella pneumophila* sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.

**Constats :**

Par consultation de l'application GDF à la date de l'inspection, l'inspection des installations classées constate que les résultats d'analyse sont transmis à l'inspection selon le délai prescrit ci-dessus.

Il est ainsi conclu à la conformité à la prescription ci-dessus

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Consignes d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.a de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, AMR

**Prescription contrôlée :**

Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous. L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

L'exploitant transmet une analyse méthodique des risques réalisée le 22 octobre 2024. Son contenu est conforme à la prescription ci-dessus.

Le fichier de suivi évoqué plus haut assure la traçabilité des actions correctives identifiées.

Il est ainsi conclu à la conformité à la prescription ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 12 : Consignes d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.V

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bilan annuel

**Prescription contrôlée :**

V. Bilan annuel Les résultats des analyses de suivi de la concentration en *Legionella pneumophila*,

les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés. Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur : - les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en *Legionella pneumophila*, consécutifs ou non consécutifs ; - les actions correctives prises ou envisagées ; - l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents. Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.

**Constats :**

Suite à l'inspection, l'exploitant transmet le 18 juin 2025 le bilan annuel pour 2024 par l'application GIDAF.

Il est ainsi conclu à la conformité à la prescription ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Sans suite